

Séminaire « Le coût vérité de l'énergie »

Réflexions d'un nouvel entrant sur le marché belge de la production d'électricité

Christian Mavet – *Administrateur, MARCINELLE ENERGIE SA
et Directeur Général, ENEL FRANCE*

Bruxelles, jeudi 25 octobre 2012

Sommaire

1. Prix vrai et coûts de transaction : l'exemple de Marcinelle Energie
 - Rappel du projet: centrale TGV 408 MW à Charleroi
 - Coûts de transaction administrativo-juridico-politiques
2. Pourquoi les signaux de prix ne reflètent-ils pas la réalité des besoins de capacité en Belgique?
 - Des besoins de capacité importants en Belgique
 - Des signaux de prix qui ne permettent pas la rémunération des moyens de production nécessaires
 - L'impact des énergies renouvelables
 - Comment gérer le financement de la pointe?
 - ... sans oublier de régler le problème des émissions de GES

1. Prix vrai et coûts de transaction : l'exemple de Marcinelle Energie (1)

- Rappel du projet: centrale TGV 420 MW à Charleroi

- Un besoin de capacité de pointe/semi-base en Belgique... et de concurrence
- Un projet développé initialement par Duferco, bien implanté localement
 - Permis d'urbanisme de la centrale obtenu en sept 2007
- Avec les capacités techniques et financières d'ENEL
 - actionnariat 80/20%: juin 2008
- Construction de la centrale: à partir de déc. 2008
- Essais à partir d'avril 2011
- Mise en service industrielle: mars 2012

› **Un seul problème: les autorisations de la conduite alimentant la centrale en gaz**

1. Prix vrai et coûts de transaction: l'exemple de Marcinelle Energie (2)

• Coûts de transaction administrativo-juridico-politiques

- Attendre la nécessaire réforme du CWATUP:
d'un avis conforme des Conseils communaux à un simple avis (6 mois de retard)
- Supporter l'allongement des délais d'instruction du permis d'urbanisme :
pas de délai de rigueur si décision du Ministre régional (7 mois de retard)
- Souffrir des incertitudes sur la notion d'intérêt public en droit belge:
annulation de la DUP/permis d'urbanisme de la conduite/plus de 25 recours
- Pâtir des conflits entre acteurs (Ministre fédéral, Régulateur, TSO):
dispositif « first firing » pour les nouveaux entrants

› **Coûts de transaction dûs à l'organisation/au jeu des institutions**

› **Prix de l'électricité plus élevés/concurrence limitée**

2. Pourquoi les signaux de prix ne reflètent-ils pas la réalité des besoins de capacité en Belgique? (1)

L'importance des besoins/La carotte et le bâton

L'importance des besoins:

pour 2014-17, un manque de capacités de pointe

- pointé par la CREG dès 2007 (et confirmé en 2011)
- facteur cumulatif qui peut aller à 2500 voire 4800 MW à l'horizon 2017 suivant les scénarios

Une réponse drastique du Gouvernement (Plan Wathelet du 4 juillet):

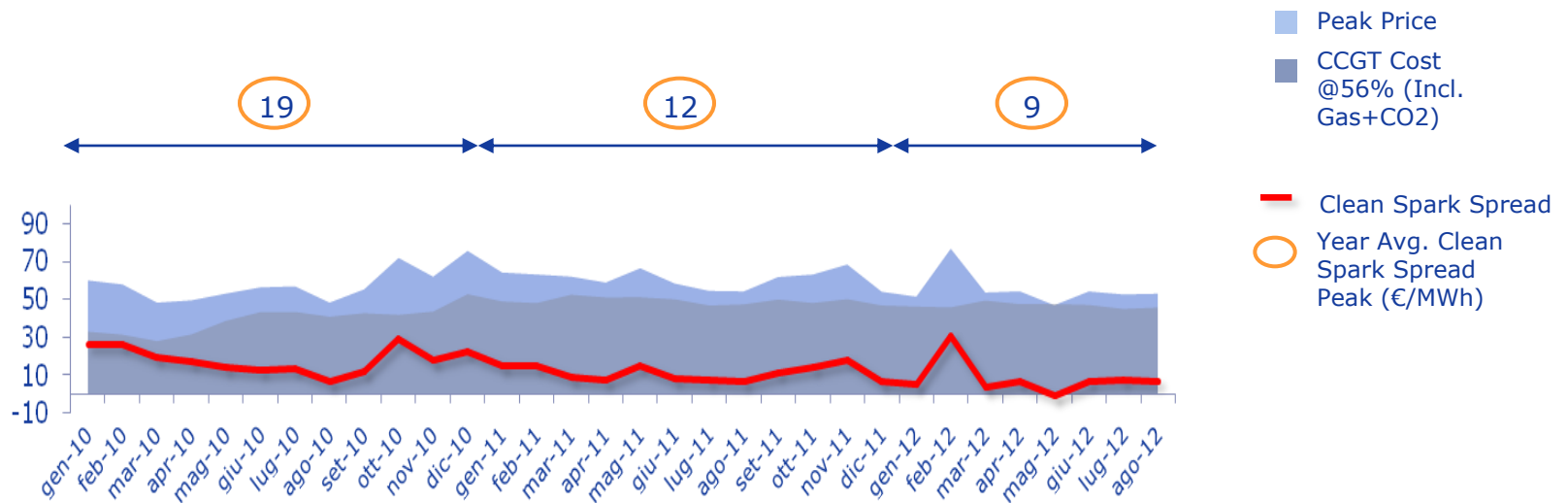
- la carotte des incitations à investir pour les nouveaux entrants
- le bâton de l'encadrement des fermetures des centrales existantes

› Au-delà des polémiques, un problème sérieux: la sécurité du système

2. Pourquoi les signaux de prix ne reflètent-ils pas la réalité des besoins de capacité en Belgique? (2)

Les prix actuels ne peuvent rémunérer les moyens de pointe nécessaires

Evolution du *Clean Spark Spread* en Belgique pour l'énergie de Pointe

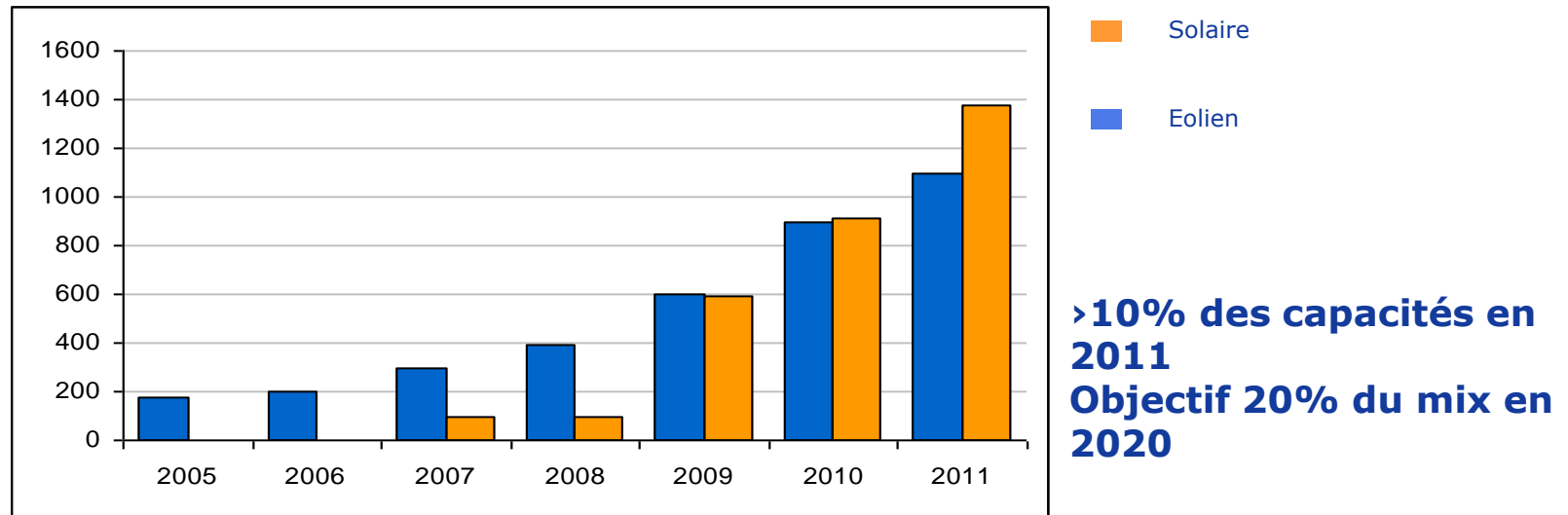


- Depuis 2010, forte et constante réduction du *clean spark spread* alors même que le prix du CO2 s'est effondré

2. Pourquoi les signaux de prix ne reflètent-ils pas la réalité des besoins de capacité en Belgique? (3)

L'impact des énergies renouvelables

L'évolution de la capacité installée des ENR en Belgique



Caractéristiques principales des ENR:

Intermittence > nécessité de back up/flexibilité (moyens centralisés)

Subsides significatifs

Priorité de dispatching

Des conséquences paradoxales:

Diminution des heures appelées pour les centrales à gaz

... alors même que le besoin s'en fait de plus en plus sentir

2. Pourquoi les signaux de prix ne reflètent-ils pas la réalité des besoins de capacité en Belgique? (4)

Pistes de réflexion

A court terme, optimiser les mécanismes existants:

- Créer un vrai marché des services systèmes réellement incitatif (fin de la « taxation »)
- Renforcer:
 - les interconnexions, physiques et virtuelles (disparition du gap de prix avec la France)
 - le marché intra-day (cf. risque d'écarts pour les nouveaux entrants)
 - l'effacement (contribution des industriels et des particuliers -cf. exemple breton)
 - les possibilités d'appel d'offres émanant des pouvoirs publics

A moyen/long terme, évaluer la mise en place d'un marché de la capacité:

- Le projet français: exemple ou contre-exemple:
 - méthode: débat avant la réforme
 - nécessité de considérer les capacités existantes (non seulement celles à venir)
 - échéances de temps adaptées à la durée de gestation d'un projet
 - articulation avec les pays voisins

2. Pourquoi les signaux de prix ne reflètent-ils pas la réalité des besoins de capacité en Belgique? (5)

Pistes de réflexion

Tout en confirmant le marché ETS pour:

- Réduire les émissions de GES au moindre coût
- accélérer la maturité des ENR (valorisation des émissions évitées)

› **Risque: oublier l'objectif d'une économie décarbonée à cause de la crise économique:**

le signal prix actuel (7€/t) est erroné, contre-productif, et le système risque un effondrement

Restaurer la crédibilité/efficacité de l'ETS à court/long terme:

- Réduire provisoirement les quotas affectés au marché (diminuer les quotas de phase 3?)
- Des objectifs plus ambitieux pour 2020 et au-delà au niveau de l'UE